

L'erreur européenne Grasset, 1998



INTRODUCTION

Le dilemme : la prospérité ou l'Etat unique, il faut choisir

Qui parmi les Européens pourrait être contre l'Europe ? C'est, dans le monde, le continent où le niveau de vie est le plus élevé, celui où la culture est à la fois la plus ancienne et la plus riche dans sa diversité, où le style de vie est le plus agréable, et où la démocratie est la plus généralement répandue.

Mais si les Européens tiennent tous à leur continent, quelle Europe veulent-ils pour l'avenir ? Partant de la constitution du marché commun à la fin des années 50, destiné à rétablir le libre échange des biens, des services, des hommes et des capitaux après la vague de protectionnisme et d'isolationnisme des années de la dépression et de la guerre, les élites dirigeantes européennes en sont venues à échafauder le projet d'une Europe monétaire et donc politique, celui d'un très grand Etat et d'un Etat unique, faute duquel nous serions voués à la décadence et à l'impuissance et finalement à la disparition. Ne pas vouloir une Europe unifiée, étatiste et monétaire, serait ne pas vouloir l'Europe, comme si cette dernière n'admettait qu'une seule définition, qu'un seul projet. Exemple typique de la pensée unique.

En réalité, le projet européen et par conséquent l'avenir du continent sont marqués par une profonde ambiguïté. La conception est économique et libérale lorsqu'il s'agit de réintroduire le libre-échange sur un continent qui s'adonnait au dirigisme et au protectionnisme depuis un demi-siècle, c'est le marché unique et la politique de la concurrence face aux interventions étatistes nationales. Mais initialement destinée à soutenir les Etats-Unis contre la menace soviétique, l'entreprise en a conservé une vocation étatiste et militaire, qui tend à se définir comme une fin en elle-même.

C'est ce dernier aspect, l'étatiste, qui vient aujourd'hui au premier plan précisément au moment où la menace soviétique disparaît, alors que le premier, celui du marché et du libre-échange concurrentiel, est pour l'essentiel réalisé ou en voie d'achèvement. C'est le moment que choisissent les dirigeants politiques européens pour nous intimer d'avancer sur la voie d'une monnaie unique qui conduit logiquement et nécessairement à la construction d'un Etat unique, fédéral ou confédéral.

L'ambition paraît naturelle si l'Europe veut conserver un rôle politique dans le monde. Bien sûr, cela ne plaît pas aux Américains qui craignent la concurrence dans la gestion des affaires de la planète. Mais raison de plus pour le faire! Et il paraît tellement plus simple pour les entreprises et les voyageurs de disposer d'une seule monnaie sur tout le continent.

Malheureusement cette simplicité apparente est trompeuse. Comme le savent les scientifiques, tout problème complexe admet toujours une solution claire, de bon sens, simple... et fausse! A l'examen superficiel, la diversité qui engendre la concurrence, celle des Etats et des monnaies comme celle des firmes, apparaît toujours comme un gaspillage. Ne fabriquer qu'un seul produit pour tous les consommateurs, que ce soit la Ford noire modèle T du début du siècle ou l'uniforme unisexe imposé aux Chinois par Mao, séduit fatalement l'ingénieur social qui somnole en chacun de nous.

De même un seul Etat paraît plus efficace, plus "rationnel" que plusieurs, aux esprits platoniciens et cartésiens qui peuplent les organisations hiérarchiques et administratives. C'était la " solution " de la planification soviétique inventée par Lénine . gérer le pays comme une seule immense entreprise. Ce qui a abouti au résultat que l'on sait. La source de l'erreur, comme l'a montré par la suite Hayek, vient de ce que la planification centrale atrophie la production et la diffusion de l'information qu'autorise au contraire la concurrence. La hiérarchie unique réduit dramatiquement le niveau d'information de la société et détériore la qualité des produits comme celle des politiques.

Mais que dire alors de l'exemple des Etats-Unis? Ne donnent-ils pas la preuve de l'efficacité supérieure d'un grand Etat continental capable d'innover et de multiplier les richesses à un rythme jamais atteint auparavant ? Pourquoi ne pas les imiter une fois encore en créant les Etats-Unis d'Europe ?

Le parallèle est lui aussi séduisant mais faux. Les circonstances de la fin du XXe siècle diffèrent radicalement de celles de la fin du XVIIIe. Lorsque la Fédération américaine s'est constituée sa population était homogène et peu nombreuse. Faire les Etats-Unis en 1776 c'était un peu comme créer un pays de la dimension de la Suisse d'aujourd'hui. Au début du XIXe siècle l'Union ne comptait guère plus de huit millions d'habitants et elle ne devait atteindre les trente millions qu'à la veille de la guerre de Sécession.

Par la suite, une réussite exceptionnelle vint couronner un petit Etat fédéral qui est

devenu grand parce qu'il était efficace, et non pas un Etat supérieurement efficace parce qu'il était grand au départ. Il ne s'agissait nullement à l'époque de créer un géant par fusion d'Etats-nations très différents. Les Etats-Unis représentent l'exemple de la petite entreprise qui réussit, et donc grandit, et non pas du "champion national" imaginé par fonctionnaires se piquant de "Meccano industriel". De ce fait, l'aventure américaine a été et restera l'exception.

Une autre différence fondamentale devrait pousser les eurocrates à la réflexion. Pendant longtemps les Américains n'ont pas eu besoin de monnaie unique. Et ils se sont passés de banque centrale au niveau fédéral pendant plus d'un siècle, de 1790 jusqu'à la création du Système Fédéral de Réserve en 1913.

Le projet de monnaie unique et de Très Grand Etat appartient au domaine de l'utopie administrative. D'abord en ce qu'il propose la création ex nihilo d'une monnaie commune à plusieurs Etats, ce qui n'a jamais réussi dans le passé. Ensuite parce qu'il suppose la construction d'un Etat unique, le super-Etat continental, par fusion de grands Etats très différents et de populations hétérogènes, ce qui n'a jamais été vu non plus.

La tentative paraît d'autant plus absurde que la monnaie unique ne sert pratiquement à rien. Au contraire, elle dessert nécessairement les économies nationales. Qui plus est, l'Etat unique s'inscrit à contresens de l'évolution générale des organisations privées et publiques. Il sera coûteux, inutile, et rendra plus difficiles encore les adaptations indispensables d'Etats nationaux hypertrophiés.

Les élites au pouvoir en Europe nous proposent en réalité de reproduire sur le continent le modèle de la Chine ancienne, à l'encontre de l'esprit même "miracle européen" qui a conduit les Etats-nations de ce petit cap de l'Asie à la domination mondiale. Comment en effet l'Europe en est-elle arrivée à ce qu'elle est devenue ? Par la rivalité et la concurrence des Etats, processus bien décrit par l'historien britannique E.L. Jones (1). C'est la compétition entre nations rivales qui explique la qualité inhabituelle des services publics dont bénéficient les populations européennes et qui détermine à son tour les progrès exceptionnels de l'économie et des techniques caractéristiques de notre continent. A l'inverse de la Chine, qui a établi très tôt un empire gigantesque détenant un monopole hiérarchique à service pauvre qui a paralysé l'innovation et détruit l'esprit d'entreprise pour plusieurs siècles. Demain la Chine explosera comme l'URSS et la Yougoslavie. Aux Européens d'éviter de s'engager dans cette impasse.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, Hayek décrivait la route de la servitude sur laquelle avançaient inconscientes les démocraties victorieuses. A nous aujourd'hui d'éviter la pente dangereuse du déclin unique européen. Le danger n'est plus celui du totalitarisme extérieur, il est dans notre propre capacité d'erreur et dans le totalitarisme mou de nos élites.

C'est ainsi que l'Europe continentale fait fausse route. Pour ce club de pays anciens qui comptent parmi les plus riches du monde, la dernière décennie du XXe siècle

entrera dans l'histoire comme une période de découragement moral et d'affaiblissement économique.

Paradoxalement, car cette période aurait dû être marquée par l'optimisme et le dynamisme. Les nations européennes ont réussi un parcours économique sans faute et obtenu une croissance remarquable depuis le désastre de la Grande Dépression et de la deuxième guerre mondiale. Elles ont, en trente ans, entre 1945 et 1975, rattrapé le niveau de vie et de technologie du leader mondial de ce siècle, les Etats-Unis. Avec la disparition de l'hypothèque communiste sur ses marches de l'Est, et l'ouverture sur un monde en pleine globalisation des marchés, l'Europe devrait être à l'heure de l'optimisme et des mutations audacieuses. L'allègement de l'effort de défense, le retour à la normale du prix de l'énergie, et le triomphe du système démocratique de marché auraient dû dispenser en abondance les dividendes de la paix.

Mais tout au contraire, c'est la morosité et la stagnation, l'incapacité de réformer et le vieillissement des structure qui dominent depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La croissance continentale est frappée d'anémie depuis la désinflation des années 80 et la réunification allemande qui était censée, selon les discours officiels de l'époque, apporter un dynamisme extraordinaire à l'économie d'outre-Rhin ainsi que, par contagion, à celles de tous les autres partenaires européens. Au lieu de quoi le chômage atteint désormais des niveaux voisins de ceux des années 30 et la perspective d'une poursuite indéfinie de politiques financières d'austérité qui étouffent l'expansion décourage les plus entreprenants qui choisissent désormais d'autres espaces économiques.

Sur cet arrière-plan de ralentissement et de difficultés économiques et sociales, les gouvernements manquent de courage pour s'attaquer aux réformes fondamentales de l'Etat-providence redistributeur de revenus, enflé démesurément depuis la dernière guerre par les recettes fiscales faciles que prodiguait une croissance exceptionnelle. Les impôts et les charges atteignent les limites de ce que les actifs acceptent de supporter, gonflant l'économie souterraine et contractant l'offre de travail. Les investisseurs se détournent d'un continent où le coût du travail est devenu prohibitif par rapport à sa productivité. La base productive de nos sociétés tend à s'éroder tandis que la croissance ralentie freine la modernisation des entreprises.

Le résultat est que la plupart des économies d'Europe continentale cheminent lentement et péniblement là où l'Amérique du Nord, l'Amérique latine qui a digéré la crise de la dette, l'Asie des dragons mais aussi la Chine continentale en dépit d'inévitables incidents de parcours, et la Grande-Bretagne qui a su se réformer en profondeur, ressentent les effets d'un nouveau dynamisme mondial.

Pourtant, il n'y a pas de fatalité de la stagnation continentale. Les économies européennes disposent de richesses immenses. Leur population est jusqu'à présent celle qui bénéficie de la meilleure formation dans le monde. Les infrastructures sociales sont abondantes et bien entretenues. Les systèmes politiques connaissent

depuis longtemps les avantages de démocraties évoluées.

Il n'y a pas non plus de mystère de la croissance. Les pays qui adoptent de bonnes politiques macro-économiques, ni trop laxistes, ni trop restrictives, et qui savent surtout les moduler de façon pragmatique en fonction des circonstances, ceux également qui ont eu le courage de lancer des réformes de fond de leurs systèmes de redistribution, de leur fiscalité et des dispositifs qui affectent la rémunération réelle du travail, le démontrent chaque jour par leur performance. Mais ils se situent presque tous hors d'Europe. L'initiative désormais est ailleurs, en Nouvelle-Zélande travailliste, au Chili de la dictature puis de la transition démocratique, dans les pays de l'Est qui vivent au sens propre une révolution sans précédent, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui ont montré la voie des réformes structurelles. Mais elle fait défaut sur notre continent qui est à la traîne, toujours en retard d'une idée et d'une réforme.

C'est que la croissance, dans un environnement international porteur, est une question - d'abord - de politique macro-économique, c'est-à-dire de politique financière de l'Etat. En effet, la politique macro-économique c'est la gestion de la monnaie (qui est un instrument de dette de l'Etat) et celle du budget. La monnaie, omniprésente dans l'économie contemporaine, est gérée par les gouvernements et les banques centrales et affecte par les taux d'intérêt et le taux de change toutes les décisions des producteurs et des consommateurs. Le budget détermine les dépenses de l'Etat et doit donc prévoir les moyens de son financement, c'est-à-dire les recettes fiscales et le recours à la dette publique.

Dans des économies où le poids du secteur étatique au sens large, incluant l'appareil redistributif de l'Etat-providence, avoisine souvent la moitié du revenu national, prélevant par l'impôt des masses comparables, il est clair que les décisions financières de cet acteur prépondérant vont affecter les revenus et les décisions financières de tous les autres décideurs, entreprises et ménages.

En France, les années 1986-1988 et 1994-1995 montrent qu'une politique macro-économique expansive permet à l'économie de retrouver un peu de son dynamisme, même si les rigidités se maintiennent sur le marché du travail. Dans le premier cas la dévaluation et le déficit budgétaire ont permis de relancer l'activité. Dans le second, c'est le seul déficit qui a suscité un peu de croissance, trop modeste en raison de la poursuite imposée d'une politique monétaire restrictive. Dans les deux cas les réformes structurelles et l'amélioration de la flexibilité n'ont pu être engagées, faute d'une expansion suffisamment forte, qui dépendait d'une politique monétaire beaucoup plus réaliste.

La croissance dépend aussi de la réforme de l'Etat, et plus particulièrement de l'Etat-providence, redistributeur de revenus et producteur d'assurances de tous types avec l'argent prélevé sur les contribuables. C'est la croissance de l'Etat-providence, depuis un demi-siècle, qui explique l'essentiel de l'alourdissement des prélèvements obligatoires. Ce lourd appareil, qui ne jouait initialement qu'un rôle d'appoint, est devenu énorme sans reconsidérer ses objectifs ni ses méthodes. Il est caractérisé aujourd'hui par un conservatisme pesant, des structures dépassées et

inefficacement centralisées, alors que partout en dehors de notre continent l'Etat remet dans le circuit économique concurrentiel le plus possible de ses activités de production et d'assurance, choisissant de faire faire ou de laisser faire plutôt que de faire lui-même, moins efficacement que des producteurs concurrentiels.

Les dépenses de l'Etat sont en quelque sorte les frais généraux de l'économie nationale. Il arrive un moment où ces frais généraux s'avèrent excessifs et grèvent le potentiel de création de richesse de l'entreprise.

C'est dire, en fin de compte, que la responsabilité du malaise européen incombe à la politique choisie et aux responsables qui la mettent en oeuvre. Contrairement à la litanie des gouvernements qui s'abritent à tout propos derrière la "tyrannie des marchés financiers" et les "contraintes de la globalisation", censées les priver de toute marge de manoeuvre, il faut bien reconnaître que la politique financière de l'Etat, la politique "macro-économique", n'est pas dictée par l'environnement international. Elle résulte en l'occurrence d'un choix qui est fondamentalement politique et non pas économique: celui de la construction d'un Etat européen, destiné à se superposer aux Etats nationaux en place.

Au lieu de consacrer en priorité leurs efforts à se réformer, à se restructurer, à se recentrer sur leur métier de base comme le font les entreprises, et à rechercher une plus grande efficacité, donc un moindre coût c'est-à-dire un allègement des prélèvements fiscaux, les Etats européens se sont engagés à contretemps dans une opération de croissance externe par fusion politique au niveau de l'Europe. Ce qui n'était à l'origine qu'un espace régional de libre-échange assorti d'une coopération entre Etats souverains est devenu, sous le règne des socialistes, un projet de création d'un super-Etat par fusion des entreprises étatiques indépendantes engendrées par l'histoire, opération qui commence par la création d'une monnaie commune. Et cette ambitieuse fusion des corps politiques est lancée au moment même où tous les Etats, de par le monde, tendent plutôt à se fractionner et à se diviser pour mieux satisfaire les attentes de leurs citoyens en économisant sur les frais de la gestion collective.

Certes, des entreprises peuvent rechercher l'économie de ressources par la fusion en étalant des frais fixes sur un chiffre d'affaires plus important. Mais rien de tel n'est envisagé à propos de la création d'un super-Etat européen qui découlerait comme une nécessité de la mise en place de la monnaie unique. Tout pousse à croire au contraire qu'il s'agit de superposer un échelon supplémentaire d'administration politique à ceux qui sont déjà en place dans les appareils nationaux.

Cette opération à contresens des réalités de la fin du siècle contraint les Etats qui s'y engagent à adopter une politique financière ultra-conservatrice qui ralentit la croissance et induit une montée inexorable des demandes de dépenses publiques. Elle s'avère ainsi autodestructrice et compromet les possibilités de réforme structurelle.

C'est la même perspective politique qui détourne les gouvernements européens de

la réforme des structures hypertrophiées de l'Etat-providence. Ce dernier, qui constitue un département majeur de l'entreprise Etat, reste imperturbablement figé et refuse de s'adapter. Il maintient coûte que coûte - et cela coûte de plus en plus en termes d'emplois et de croissance perdus - des dépenses toujours plus fortes, refuse les licenciements et la restructuration compétitive alors que, dans un environnement institutionnel fondamentalement semblable, les entreprises privées et leurs salariés s'adaptent et supportent tout le coût des mutations nécessaires.

Justifiée jusqu'à une date récente par les nécessités de la guerre froide, la tentative de construction d'un super-Etat européen passant par la création d'une monnaie unique ne l'est plus aujourd'hui: les marchés mondiaux sont largement ouverts, la menace communiste a disparu et la guerre froide avec elle.

Elle n'est poursuivie aujourd'hui que parce qu'elle correspond aux intérêts étroits et conforte les ambitions de la classe dirigeante française, soucieuse en priorité de favoriser la clientèle électorale de la fonction publique et sa culture centralisatrice. La construction programmée d'une nouvelle pyramide bureaucratique à l'échelle du continent ouvre à nos fonctionnaires-politiques des perspectives de carrière et de pouvoir autrement séduisantes que celles d'un Etat national soumis à la concurrence et qui doit réduire son emprise sur l'économie et ses frais de fonctionnement.

Elle correspond aussi à la volonté de puissance des dirigeants allemands, plus d'ailleurs qu'à celle de leurs électeurs eux-mêmes peu désireux d'abandonner le deutsche Mark, et à leur souci de regagner un rôle politique international, ce qui suppose l'accord de la France. Mais la démarche reste tout aussi centralisatrice et étatiste que de ce côté du Rhin: on agrandit le pré carré du Reich. Cette politique expansionniste a été réussie avec l'absorption des Länder de l'Est qui, certes, faisaient naturellement partie de l'Allemagne moderne constituée il y a un peu plus d'un siècle. Mais elle se poursuit aujourd'hui avec la monnaie unique, reproduisant de façon frappante la démarche qui a présidé à la constitution de l'Empire au XIXe siècle, par intégration des Etats du Sud voisins de la Prusse, et en premier lieu par fusion de leur monnaie avec celle du Nord.

Cette conjonction de deux traditions étatistes, la française et l'allemande, au mépris des nécessités et des conditions économiques du moment, détermine des politiques à contresens dont le pivot est la monnaie unique. C'est ce choix politique dirigiste, contraire aux nécessités économiques, qui explique l'euro-malaise et l'euro-stagnation.

L'impasse européenne repose en définitive sur plusieurs erreurs de jugement, incarnées en une série de contrevérités quotidiennement assénées qu'il n'est que trop urgent de réfuter :

Non, la monnaie unique n'est pas un avantage décisif pour le continent. C'est un boulet.

Non, l'austérité monétaire et la déflation budgétaires ne nous sont pas imposées en

tout état de cause par la tyrannie des marchés. Et elles ne préparent pas l'économie à une croissance plus saine : elles l'empêchent au contraire de trouver son équilibre dynamique et résultent du choix politique de la monnaie unique comme instrument de la fusion politique.

Non enfin, l'Europe n'a pas besoin d'un super-Etat. Il compromet nos chances et met nos économies à la traîne en s'inscrivant à rebours des données de l'environnement économique et politique mondial. Partout l'heure est à l'allégement et à la réduction de la dimension interne et externe des Etats.

Choisir la monnaie unique et le Très Grand Etat revient à renoncer à la prospérité.